

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2001/27091]

**15 DECEMBRE 2000. — Circulaire n° 2000/MINFP/ 009
relative à l'accueil de personnes condamnées à des travaux d'intérêt général et de mineurs d'âge**

Aux services du Gouvernement wallon et aux organismes d'intérêt public dépendant de la Région.

Monsieur le Ministre-Président,

Madame et Messieurs les Ministres,

Messieurs les Secrétaires généraux,

Mesdames et Messieurs les fonctionnaires dirigeants compétents en matière de personnel,

Lors de sa séance du 15 décembre 2000, le Gouvernement a marqué son accord pour que ses services ainsi que les organismes d'intérêt public dépendant de la Région puissent occuper, sur base volontaire, des prestataires de travaux d'intérêt général et des mineurs d'âge confiés par le tribunal ou le parquet de la jeunesse.

L'objet de la présente circulaire est de vous informer des dispositions relatives aux mesures d'occupation précitées et de la manière de les mettre en œuvre.

1. Les travaux d'intérêt général sont réglées par les articles 1^{er} et 1^{er}*bis* de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

L'article 1^{er} prévoit qu'en cas de suspension du prononcé de la peine ou lorsque le sursis à l'exécution est ordonné pour l'intégralité d'une peine d'emprisonnement, la cour d'appel, le tribunal correctionnel ou le tribunal de police peut accompagner ces mesures de conditions particulières consistant en l'obligation d'exécuter, dans les douze mois qui suivent la date à laquelle le jugement ou l'arrêt est passé en force de chose jugée, des travaux d'intérêt général d'une durée de vingt heures au moins et de deux cent quarante heures au plus.

L'article 1^{er}*bis* définit les travaux d'intérêt général comme : « une activité déterminée par la commission de probation en fonction des capacités physiques et intellectuelles de celui qui doit s'y livrer ».

La commission de probation est une commission instituée auprès de chaque tribunal de première instance et composée d'un président, magistrat effectif ou honoraire, et de deux membres :

— un avocat, choisi par le Ministre de la Justice sur deux listes de deux noms établies respectivement par le procureur du Roi et par le bâtonnier de l'Ordre;

— un fonctionnaire désigné par le Ministre de la Justice.

Cette mesure poursuit un triple but :

— permettre au tribunal d'éviter de prononcer une peine de prison de courte durée lorsque celle-ci ne s'avère pas indispensable;

— sanctionner le justiciable en l'obligeant à effectuer une activité utile au profit de la communauté tout en lui donnant la possibilité de continuer à exercer ses responsabilités familiales ou professionnelles;

— donner à la communauté l'occasion de contribuer positivement à l'action de réinsertion sociale des délinquants.

Les activités accomplies pendant le temps laissé libre par les activités scolaires ou professionnelles du probationnaire ne sont pas rémunérées.

Ces travaux d'intérêt général ne peuvent être exécutés qu'auprès de services publics de l'Etat, des communautés, des régions, des provinces et des communes ou auprès d'A.S.B.L. ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

Ils ne peuvent consister en un travail qui, dans le service public ou l'association désignée, est généralement exécuté par des travailleurs rémunérés.

A titre d'exemples, on peut citer les activités suivantes :

— amélioration de l'environnement (nettoyage des espaces verts, sentiers, etc.);

— travaux d'entretien et d'embellissement (élagage, nettoyage, jardinage, etc.);

— réparations de dégâts divers (affichage sauvage, graffitis, etc.);

— tâches s'inscrivant dans le cadre d'actions de solidarité (action en faveur de personnes défavorisées, aide aux personnes âgées, brancardier, etc.);

— tâches administratives (bureau, secrétariat, etc.) ;

— tâches culturelles (fouilles archéologiques, accueil dans les musées, etc.).

Le critère d'admissibilité est donc que l'occupation dans un service public n'empiète pas sur le travail normal du service public et ne serve pas à éviter l'engagement de personnel.

Après enquête sociale, la décision de recourir aux travaux d'intérêt général est transmise pour exécution à la commission de probation, laquelle désigne l'organisme auprès duquel lesdits travaux seront effectués et décide du début et de la durée de ceux-ci.

La commission de probation désigne également l'assistant de probation chargé de l'organisation, du suivi ou de l'accompagnement et de l'évaluation des travaux d'intérêt général.

Une convention liant l'organisme d'accueil, le prestataire et l'assistant de probation est rédigée conformément à l'arrêté ministériel du 19 décembre 1994 portant les mesures d'exécution concernant les travaux d'intérêt général et la formation.

A la fin des travaux d'intérêt général, l'assistant de probation fait un rapport circonstancié à la commission de probation qui l'approuve avec les remarques qu'elle estime nécessaire de formuler. L'organisme qui accueille le prestataire d'un travail d'intérêt général doit désigner une personne responsable de la surveillance journalière de l'exécution du travail.

2. L'article 37, § 2, 2°, al. 2, b), de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse prévoit quant à lui la possibilité, pour le tribunal de la jeunesse, d'ordonner à l'égard des personnes qui lui sont déferées l'accomplissement de prestations éducatives ou philanthropiques en rapport avec leur âge et leurs ressources.

Cet accueil ne peut porter atteinte aux missions de service public. Il suppose en outre, compte tenu de la nature de la mesure, l'accord formel du fonctionnaire dirigeant du ministère ou de l'organisme d'intérêt public.

3. Le service du personnel de chaque ministère ou organisme d'intérêt public est chargé d'assurer le suivi réglementaire de ces deux mesures.

4. Le Gouvernement ayant marqué son accord pour que ses services et ceux des organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis à l'autorité et au contrôle de la Région puissent occuper, sur base volontaire, ces prestataires de services, je vous prie de bien vouloir en informer les services qui relèvent de votre autorité ou de votre pouvoir de contrôle et de veiller à ce que le suivi réglementaire de ces deux mesures soit assuré.

Le fonctionnaire dirigeant du ministère ou de l'organisme d'intérêt public concerné devra me faire parvenir un rapport sur la mise en œuvre de travaux d'intérêt général et d'occupation des mineurs d'âge, le 1^{er} janvier de chaque année et la première fois le 1^{er} janvier 2002.

Les rapports émanant des organismes d'intérêt public me parviendront via les ministres de tutelle.

Namur, le 15 décembre 2000.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. Michel.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2001/27091]

15. DEZEMBER 2000 — Rundschreiben Nr. 2000/MINFP/009 über die Aufnahme von zu gemeinnützigen Arbeiten verurteilten Personen und von Minderjährigen

An die Dienststellen der Wallonischen Regierung und an die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen.

Sehr geehrter Herr Minister-Präsident,

Sehr geehrte Frau und Herren Minister,

Sehr geehrte Herren Generalsekretäre,

Sehr geehrte Damen und Herren, für das Personalwesen zuständige leitende Beamte,

Bei ihrer Sitzung vom 15. Dezember 2000 hat die Regierung ihre Zustimmung dazu erteilt, dass ihre Dienststellen sowie die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, auf freiwilliger Basis Erbringer von gemeinnützigen Arbeiten und Minderjährigen, die ihnen vom Gericht oder von der Jugendstaatsanwaltschaft anvertraut sind, beschäftigen können.

Zweck des vorliegenden Rundschreibens ist es, Sie über die Bestimmungen betreffend die vorerwähnten Beschäftigungsmaßnahmen und die Art und Weise, wie diese einzuführen sind, zu informieren.

1. Die gemeinnützigen Arbeiten werden durch Artikel 1 und 1bis des Gesetzes vom 29. Juni 1964 bezüglich der Aussetzung, des Aufschubs und der Bewährung festgelegt. Artikel 1 sieht vor, dass im Falle einer Aussetzung der Strafverhängung oder eines Aufschubs für die Gesamtheit einer Gefängnisstrafe, der Appellationshof, das Strafgericht oder das Polizeigericht berechtigt ist, diese Maßnahmen mit Sonderbedingungen zu verbinden, die in der Verpflichtung bestehen, innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum, an dem der Entscheid oder das Urteil rechtskräftig wurde, gemeinnützige Arbeiten mit einer Dauer von mindestens zwanzig Stunden und höchstens vierzig Stunden auszuführen.

Die Definition der gemeinnützigen Arbeiten lautet gemäß Art. 1bis wie folgt: «Eine Tätigkeit, die durch die Bewährungskommission je nach den körperlichen und geistigen Fähigkeiten desjenigen, der diese Arbeiten auszuführen hat, festgelegt wird.»

Die Bewährungskommission ist eine Kommission, die bei jedem Gericht erster Instanz eingesetzt wird und aus einem Vorsitzenden –einem effektiven oder Ehrenmagistraten- und aus den zwei folgenden Mitgliedern zusammengesetzt ist:

— einem Anwalt, der vom Justizminister auf zwei Listen mit zwei Namen, die vom Prokurator des Königs bzw. vom Präsident der Anwaltskammer aufgestellt sind, gewählt wird;

— einem vom Justizminister bezeichneten Beamten.

Diese Maßnahme hat einen dreifachen Zweck:

— dem Gericht die Möglichkeit zu geben, die Verkündung einer Gefängnisstrafe kurzer Dauer zu vermeiden, wenn sich diese nicht als unentbehrlich erweist;

— den Rechtsbürger zu bestrafen, indem er dazu verpflichtet wird, eine nützliche Tätigkeit zugunsten der Gemeinschaft auszuführen, während ihm gleichzeitig die Möglichkeit gegeben wird, seine Familien- und Berufsverpflichtungen weiter zu erfüllen;

— der Gemeinschaft die Gelegenheit zu geben, sich an die soziale Wiedereingliederung von Delinquenten positiv zu beteiligen.

Die Tätigkeiten, die außerhalb der schulischen oder beruflichen Tätigkeiten der Probanden ausgeführt sind, werden nicht entlohnt.

Diese gemeinnützigen Arbeiten dürfen nur bei öffentlichen Dienststellen des Staats, der Gemeinschaften, der Regionen, der Provinzen oder der Gemeinden oder bei V.o.E. oder Stiftungen mit sozialem, wissenschaftlichem oder kulturellem Zweck ausgeführt werden.

Sie dürfen nicht eine Arbeit betreffen, die in dem öffentlichen Dienst oder in der bezeichneten Vereinigung im allgemeinen durch entlohnte Arbeiter ausgeführt wird.

Zum Beispiel können die folgenden Tätigkeiten angeführt werden:

— Aufbesserung der Umwelt (Reinigung der Grünflächen, Fußwege, usw.)

— Unterhalts- und Verschönerungsarbeiten (Ausästung, Unterhalt, Gartenarbeit, usw.)

— Behebung verschiedener Schäden (wildes Anschlagen, Graffiti, usw.)

— Aufgaben im Rahmen der Solidarität (Aktion zugunsten benachteiligter Personen, Altenpflege, Krankenträger, usw.)

— verwaltungsmäßige Aufgaben (Büro, Sekretariat, usw.)

— kulturelle Aufgaben (archäologische Ausgrabungen, Empfang in den Museen, usw.)

Das Zulässigkeitskriterium ist also, dass die Beschäftigung in einem öffentlichen Dienst nicht auf die normale Arbeit des öffentlichen Dienstes übergreift und nicht benutzt wird, um die Einstellung von Personal zu vermeiden.

Nach einer sozialen Untersuchung wird der Beschluss, die gemeinnützigen Arbeiten in Anspruch zu nehmen, der Bewährungskommission zwecks Durchführung übermittelt. Diese Kommission bezeichnet die Einrichtung, bei der die besagten Arbeiten ausgeführt werden und entscheidet über den Anfang und die Dauer dieser Arbeiten.

Die Bewährungskommission bezeichnet ebenfalls einen Bewährungshelfer, der mit der Organisation, der Kontrolle oder der Begleitung und der Bewertung der gemeinnützigen Arbeiten beauftragt ist.

Eine Vereinbarung, welche die Aufnahmestelle, den Erbringer und den Bewährungshelfer verbindet, wird nach dem Ministerialerlass vom 19. Dezember 1994 über die Ausführungsmaßnahmen betreffend die gemeinnützigen Arbeiten und die Ausbildung abgeschlossen.

Am Ablauf der gemeinnützigen Arbeiten stellt der Bewährungshelfer einen ausführlichen Bericht an die Bewährungskommission auf, die ihn zusammen mit den Bemerkungen, deren Äußerung sie für notwendig hält, genehmigt. Die Einrichtung, die den Erbringer einer gemeinnützigen Arbeit aufnimmt, muss eine Person bezeichnen, die für die tägliche Überwachung der Ausführung der Arbeiten verantwortlich ist.

2. Artikel 37 § 2 2° Absatz 2 b) des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz sieht die Möglichkeit für das Jugendgericht vor, den vor ihm gebrachten Personen die Erfüllung von erzieherischen oder philanthropischen Leistungen je nach ihrem Alter und ihren Einkünften anzuordnen.

Diese Aufnahme darf die Aufgaben öffentlichen Dienstes nicht gefährden. Unter Berücksichtigung der Art der Maßnahme setzt diese Aufnahme außerdem die ausdrückliche Zustimmung des leitenden Beamten des Ministeriums oder der Einrichtung öffentlichen Interesses voraus.

3. Die Personaldienststelle jedes Ministeriums oder jeder Einrichtung öffentlichen Interesses wird mit der vorschriftsmäßigen Begleitung dieser beiden Maßnahmen beauftragt.

4. Da sich die Regierung damit einverstanden erklärt hat, dass ihre Dienststellen und diejenigen der Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Personal der Aufsicht und der Kontrolle der Region untersteht, diese Dienstleistungserbringer auf freiwilliger Basis beschäftigen können, bitte ich Sie, die Dienststellen, die Ihrer Aufsicht oder Ihrer Kontrollmacht unterstehen, entsprechend zu informieren und dafür zu sorgen, dass die vorschriftsmäßige Begleitung dieser beiden Maßnahmen gewährleistet wird.

Der leitende Beamte des betroffenen Ministeriums oder der betroffenen Einrichtung öffentlichen Interesses wird verpflichtet sein, mir am 1. Januar eines jeden Jahres und für das erste Mal am 1. Januar 2002 einen Bericht über die Einführung der gemeinnützigen Arbeiten und die Beschäftigung von Minderjährigen zu übermitteln.

Die Berichte, die von den Einrichtungen öffentlichen Interesses stammen, werden mir durch die entsprechenden aufsichtsführenden Minister übermittelt.

Namur, den 15. Dezember 2000

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. Michel.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2001/27091]

**15 DECEMBER 2000. — Omzendbrief nr. 2000/MINFP/009
inzake de opvang van personen die tot dienstverlening werden veroordeeld en minderjarigen**

Aan de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die van het Gewest afhangen.

Mijnheer de Minister-President,

Mevrouw en Mijne Heren Ministers,

Mijne Heren Secretarissen-generaal,

Dames en Heren leidende ambtenaren bevoegd voor personeelszaken,

De Regering heeft er op zijn vergadering van 15 december 2000 mee ingestemd dat de diensten en de instellingen van openbaar nut die van het Gewest afhangen vrijwillig dienstverleners en minderjarigen tewerkstellen nadat ze hen door de rechtbank of het jeugdparquet werden toevertrouwd.

Met deze omzendbrief worden u inlichtingen verstrekt over de bepalingen in verband met bovenbedoelde tewerkstellingsmaatregelen en over de toepassing ervan.

1. De dienstverlening wordt geregeld bij de artikelen 1 en *1bis* van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Artikel 1 voorziet dat het hof van beroep, de correctionele rechtbank en de politierechtbank, wanneer de uitspraak van de veroordeling wordt opgeschort of wanneer uitstel van tenuitvoerlegging van de gehele gevangenisstraf bevolen wordt, bij machte zijn om die maatregelen gelijk met bijzondere voorwaarden op te leggen, namelijk de verplichting om binnen de twaalf maanden die volgen op de datum waarop het oordeel of het arrest in kracht van gewijsde zijn getreden, minstens twintig en hoogstens tweehonderd veertig uur dienst te verlenen.

In artikel *1bis* wordt dienstverlening als volgt omschreven : « Activiteit die door de probatiecommissie wordt bepaald op grond van de lichamelijke en verstandelijke geschiktheid van degene die haar moet verrichten ».

Per rechtbank van eerste aanleg is een probatiecommissie ingesteld, bestaande uit één voorzitter, werkend of eremagistraat, en twee leden :

— een advocaat, aangewezen door de Minister van Justitie uit twee namenlijsten die respectievelijk door de procureur des Konings en door de stafhouder van de Orde werden opgesteld;

— een ambtenaar aangewezen door de minister van Justitie.

Het doel van die maatregel is drievoudig :

— ervoor zorgen dat de rechtbank geen korte gevangenisstraf hoeft uit te spreken indien dit niet onontbeerlijk is;

— de rechtzoekende bestraffen door hem ertoe te verplichten een nuttige activiteit te verrichten ten bate van de gemeenschap en hem tegelijkertijd de mogelijkheid bieden om zijn gezins- en beroepsverantwoordelijkheid te blijven opnemen;

— de gemeenschap de gelegenheid geven om op een positieve manier bij te dragen tot de wederopname van delinquenten.

Voor de activiteiten die de op probatie vrijgelaten persoon verricht buiten diens school- of beroepswerkzaamheden, wordt in geen enkele vergoeding voorzien.

Dienstverlening is enkel mogelijk bij de openbare diensten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies en de gemeenten dan wel bij v.z.w.'s of stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel.

Er mag tijdens de dienstverlening geen enkele werkzaamheid worden verricht die over het algemeen wordt uitgevoerd door vergoede werknemers van de aangewezen openbare dienst of vereniging.

Bij wijze van voorbeeld worden volgende activiteiten aangehaald :

— de omgeving opwaarderen (groene ruimten, paden schoonmaken, enz.);

— onderhouds- en verfraaiingswerken uitvoeren (opsnoeien, schoonmaken, werken in tuinen uitvoeren, enz.);

— allerlei herstelwerk uitvoeren (wilde aanplakking, graffiti wegwerken, enz.);

— solidariteitstaken uitvoeren (ten gunste van mindergegoede personen, voor bejaarden, als ziekendrager, enz.);

— administratieve taken uitvoeren (bureau-, secretariaatswerk, enz.);

— culturele taken uitvoeren (archeologische opgravingen, baliedienst in musea, enz.).

Als maatstaf voor de toelating geldt dat de tewerkstelling in een openbare dienst niet ten koste van de normale werkzaamheden van die openbare dienst mag gebeuren en dat die tewerkstelling niet aangewend wordt om geen personeel in dienst te nemen.

Na het maatschappelijk onderzoek wordt de beslissing om het systeem van de dienstverlening in te schakelen voor uitvoering overgemaakt aan de probatiecommissie. Die commissie wijst de instelling aan waarbij de dienstverlening verricht moet worden; zij beslist eveneens over begindatum en duur van de dienstverlening.

De probatiecommissie wijst ook de probatieassistent aan die verantwoordelijk zal zijn voor de organisatie, de opvolging dan wel begeleiding en de evaluatie van de dienstverlening.

Er wordt een overeenkomst tussen de betrokken instelling, de dienstverlener en de probatieassistent afgesloten overeenkomstig het ministerieel besluit van 19 december 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de dienstverlening en de opleiding.

Bij beëindiging van de dienstverlening brengt de probatieassistent een omstandig verslag uit bij de probatiecommissie, die er zijn goedkeuring aan hecht met eventuele opmerkingen. De instelling waar de dienstverlener tewerk wordt gesteld, moet een persoon aanwijzen die verantwoordelijk zal zijn voor het dagelijks toezicht op de uitgevoerde werkzaamheden.

2. Artikel 37, § 2, 2°, tweede lid, *b*), van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet van zijn kant in de mogelijkheid dat de jeugdrechtbank de voor haar gebrachte personen prestaties van opvoedkundige of filantropische aard in verhouding tot hun leeftijd en hun middelen kan opleggen.

De opvang van die personen mag echter geenszins het vervullen van de opdrachten van openbare dienst in de weg staan. Die maatregel houdt, gezien de aard ervan, ook in dat de leidend ambtenaar van het ministerie of van de openbare instelling er formeel mee instemt.

3. De personeelsdienst van elk ministerie of elke openbare instelling wordt belast met de opvolging van beide maatregelen op regelgevend vlak.

4. Daar de Regering ermee ingestemd heeft dat zijn diensten en de diensten van de openbare instellingen waarvan het personeel onder het gezag en het toezicht staat van het Gewest vrijwillig dienstverleners tewerk kunnen stellen, wordt u verzocht de diensten die onder uw gezag of uw toezicht staan te melden dat ze moeten waken over de opvolging van beide maatregelen op regelgevend vlak.

De leidend ambtenaar van het betrokken ministerie of de betrokken openbare instelling heeft de opdracht om me jaarlijks op 1 januari een verslag over te maken over de toepassing van de dienstverlening en de tewerkstelling van minderjarigen, en dit voor het eerst op 1 januari 2002.

De verslagen opgesteld door de openbare instellingen worden mij overgemaakt via de toezichthoudende ministers.

Namen, 15 december 2000.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. Michel.



[C – 2001/27089]

18 JANVIER 2001. — Circulaire n° 2001/MINFP/001 relative à la rétribution annuelle garantie

Aux services du Gouvernement wallon et aux organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au statut des fonctionnaires de la Région wallonne.

Monsieur le Ministre-Président,

Madame et Messieurs les Ministres,

Messieurs les Secrétaires généraux,

Mesdames et Messieurs les fonctionnaires dirigeants compétents en matière de personnel,

En vertu de l'article 29, 1°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, l'agent a au moins droit à une rétribution annuelle conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des Ministères ou à toute autre disposition qui le modifierait.

Sur base de l'article 107 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, les agents contractuels bénéficient depuis le 1^{er} juillet 2000 d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale équivalente à celle des travailleurs salariés du secteur privé ayant un bas salaire.

Par conséquent, la rétribution annuelle garantie nette d'un agent contractuel se situe ainsi à un niveau plus élevé que celle d'un agent statutaire.

Afin de combler cette différence, le Gouvernement fédéral a proposé au Comité commun à l'ensemble des services publics (Comité A) un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté précité du 29 juin 1973 et visant à porter la rétribution annuelle brute des agents statutaires de 489 139 FB à 528 580 FB (à l'indice 100).

L'arrêté royal du 15 octobre 2000 modifiant, dans le sens précité, l'arrêté royal précité du 29 juin 1973 a été publié dans le *Moniteur belge* le 11 novembre 2000. Il produit ses effets le 1^{er} juillet 2000.

En exécution de l'article 29, 1°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux et compte tenu de l'absence de toute disposition réglementaire en la matière dans le statut pécuniaire des agents de la Région, cet arrêté du 15 octobre 2000 est directement applicable aux agents des services du Gouvernement et aux agents des organismes d'intérêt public soumis au statut des fonctionnaires de la Région.

Conformément à la décision du Gouvernement wallon du 18 janvier 2001, je vous prie de bien vouloir appliquer, à partir du 1^{er} juillet 2000, l'augmentation de la rétribution annuelle brute garantie en faveur des agents statutaires concernés.

Namur, le 18 janvier 2001.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. Michel.

ÜBERSETZUNG

[C – 2001/27089]

18. JANUAR 2001 — Rundschreiben Nr. 2001/MINFP/001 über die garantierte Jahresbesoldung

An die Dienststellen der Wallonischen Regierung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Personal dem Statut der Beamten der Wallonischen Region untersteht.

Sehr geehrter Herr Minister-Präsident,

Sehr geehrte Frau und Herren Minister,

Sehr geehrte Herren Generalsekretäre,

Sehr geehrte Damen und Herren für das Personalwesen zuständige leitende Beamte,

Gemäß Artikel 29 1° des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze hat jeder Bedienstete wenigstens Anrecht auf eine Jahresbesoldung in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1973 zur Gewährung einer garantierten Besoldung an gewisse Bedienstete der Ministerien oder in Übereinstimmung mit jeglicher Bestimmung zur Abänderung dieses Erlasses.

Auf der Grundlage von Artikel 107 des Gesetzes vom 12. August 2000 zur Festlegung von sozialen, Haushalts- und sonstigen Bestimmungen wird den Vertragspersonalmitgliedern seit dem 1. Juli 2000 eine Verringerung der im Rahmen der Sozialversicherung geleisteten persönlichen Beiträge gewährt, die der entspricht, die in der Privatwirtschaft den Arbeitnehmern mit einem geringen Einkommen gewährt wird.

Dies hat zur Folge, dass der Nettobetrag der garantierten Jahresbesoldung eines Vertragsbediensteten über dem eines statistischen Personalmitglieds liegt.